



**COMITE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX D'UNIDROIT
POUR LA PREPARATION D'UN PROJET DE PROTOCOLE
PORTANT SUR LES BIENS SPATIAUX A LA
CONVENTION RELATIVE AUX GARANTIES
INTERNATIONALES PORTANT SUR DES MATERIELS
D'EQUIPEMENT MOBILES
Cinquième session
Rome, 21/25 février 2011**

Unidroit 2010
C.E.G./Pr. spatial/5/W.P. 5
Original: anglais
novembre 2010

**REUNION INTERSESSIONS DU GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL
SUR LES MESURES EN CAS D'INEXECUTION CONCERNANT LES COMPOSANTS**

(Rome, 19/21 octobre 2010)

RAPPORT

(préparé par le Secrétariat d'UNIDROIT)

I. ANTECEDENTS

1. Le Groupe de travail informel sur les mesures en cas d'inexécution concernant les composants (ci-après désigné *le Groupe de travail informel*) a été établi à la troisième session du Comité d'experts gouvernementaux d'UNIDROIT pour la préparation d'un projet de Protocole portant sur les biens spatiaux à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (ci-après désigné *le Comité*), tenue à Rome du 7 au 11 décembre 2009. Il a été chargé de trouver une solution à un problème qui, pour l'essentiel, revient à identifier la façon la plus appropriée de résoudre les conflits qui peuvent surgir lors de l'exercice des mesures pour inexécution, alors que l'action du titulaire de la garantie internationale sur un bien spatial pourrait affecter négativement la garantie internationale détenue par un autre créancier sur un bien spatial physiquement relié à ce bien, ce type de conflit étant particulièrement susceptible de se poser pour les composants des satellites tels que les transpondeurs. Le mandat du Groupe de travail informel a été délimité par référence à la définition du concept de "bien spatial" pour autant que celui-ci concerne les composants, et à la question connexe des mesures pour inexécution en ce qui concerne les composants ¹.

2. À la suite des réunions du Groupe de travail informel tenues durant les troisième et quatrième sessions du Comité, ce dernier, à la conclusion de sa quatrième session tenue à Rome du 3 au 7 mai 2010, a décidé qu'une réunion intersessions du Groupe de travail informel se tiendrait avant la cinquième session du Comité qui aura lieu à Rome du 21 au 25 février 2011, afin de poursuivre les travaux jusqu'ici effectués par le Groupe de travail informel.

¹ C.E.G./Pr. spatial/3/Rapport, § 18. Ce document ainsi que tous les autres documents cités dans le présent document sont accessibles sur le site Internet d'UNIDROIT à la page suivante:
<http://www.unidroit.org/french/workprogramme/study072/spaceprotocol/etude72j-archive-f.htm#NR2>.

II. OUVERTURE DE LA REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL, PARTICIPATION ET DOCUMENTS

(a) Ouverture de la réunion du Groupe de travail informel et participation ; désignation des modérateurs

3. La réunion intersessions du Groupe de travail informel s'est tenue à Rome, au siège d'UNIDROIT, du 19 au 21 octobre 2010, immédiatement après les consultations avec des représentants des communautés financières et commerciales internationales dans le domaine spatial tenues le 18 octobre 2010 (ci-après désignées les *consultations*)², et pour une part en même temps que la réunion du Groupe de travail informel sur les limitations des mesures en cas d'inexécution, tenue les 20 et 21 octobre 2010³. À la réunion du Groupe de travail informel ont participé des représentants des Gouvernements suivants : Allemagne, Canada, République populaire de Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Italie, Japon, République tchèque, et Royaume-Uni ; ainsi que des observateurs du Crédit Agricole S.A., l'agence spatiale allemande, et *Thales Alenia Space*⁴. M. J.A. Estrella Faria, Secrétaire Général d'UNIDROIT, a servi comme modérateur et a ouvert la réunion du Groupe de travail informel à 9h50 le 19 octobre, rappelant que même si aucune proposition écrite n'avait été formulée à la conclusion de sa dernière réunion tenue durant la quatrième session du Comité concernant la définition de "bien spatial", des progrès importants avaient néanmoins été faits.

(b). Adoption de l'ordre du jour

4. Le projet d'ordre du jour, tel que préparé par le Secrétariat⁵, a été adopté⁶.

(c). Documents pour la réunion du Groupe de travail informel

5. Le texte d'avant-projet révisé de Protocole portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles préparé par Sir Roy Goode (Royaume-Uni) et M. M. Deschamps (Canada), en tant que Co-Présidents du Comité de rédaction, visant à refléter les conclusions auxquelles était parvenu le Comité à sa troisième session, tenue à Rome du 7 au 11 décembre 2009, et revu par le Comité de rédaction, tel qu'amendé durant la quatrième session du Comité (ci-après désigné *l'avant-projet révisé de Protocole tel qu'amendé*)⁷ a formé le document de travail de base de la réunion. Outre le projet d'ordre du jour, les documents suivants ont été soumis à la réunion du Groupe de travail informel :

- Note explicative sur le projet d'ordre du jour (préparée par le Secrétariat)⁸ ;
- Propositions soumises par le Gouvernement de l'Allemagne⁹ ;
- Proposition soumise par M. S. Kozuka (Japon)¹⁰ et

² Cf. C.E.G./Pr. spatial/5/W.P. 4.

³ Cf. C.E.G./Pr. spatial/5/W.P. 6.

⁴ Cf. la liste des participants est reproduite en Annexe I au présent rapport.

⁵ C.G.E./Space Pr./Inters'l meetings/I.W.G. Components/W.P. 1. (*en anglais seulement*)

⁶ L'ordre du jour tel qu'adopté est reproduit en Annexe II au présent rapport.

⁷ C.E.G./Pr. spatial/4/Rapport, Annexe VIII.

⁸ C.G.E./Space Pr./Inters'l meetings/I.W.G. Components/W.P. 2 (reproduit en Annexe III au présent rapport) (*en anglais seulement*).

⁹ C.G.E./Space Pr./Inters'l meetings/I.W.G. Components/W.P. 3 (reproduit en Annexe IV au présent rapport) (*en anglais seulement*).

¹⁰ C.G.E./Space Pr./Inters'l meetings/I.W.G. Components/W.P. 4 rev. (reproduit en Annexe V au présent rapport) (*en anglais seulement*).

- Observations (soumises par des Gouvernements et des représentants des communautés financières et commerciales internationales dans le domaine spatial)¹¹.

III. DISCUSSION DES QUESTIONS SOUMISES AU GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL

(a) Définition du terme "bien spatial"

(i) Propositions de base et considérations générales

6. Deux Gouvernements ont soumis des propositions concernant la définition de "bien spatial". Dans la première proposition, élaborée en étroite consultation avec des experts techniques des communautés financières et commerciales internationales dans le domaine spatial, le concept de "bien spatial" a été défini comme recouvrant deux catégories distinctes de biens spatiaux identifiables, à savoir un "module de ressources" – qui "constitue une unité fonctionnelle qui est susceptible d'individualisation et peut être clairement individualisée, en termes techniques", dont la "fonction [est] de porter et faire fonctionner la 'charge utile'" – et une "charge utile" – dont la "fonction [est] de fournir un certain service"¹². Il a été envisagé que cette définition pourrait s'appliquer à tous les types de biens spatiaux, notamment tous les types de satellites, stations spatiales, véhicules spatiaux et véhicules de lancement, quoiqu'un créancier devrait inscrire séparément sa garantie portant sur le "module de ressources" et sur toute "charge utile" concernée. On a désigné cette proposition comme "l'approche physique", puisqu'elle mettait l'accent sur les distinctions physiques entre les parties du bien spatial.

7. Dans la seconde proposition, les biens spatiaux se trouveraient divisés en trois catégories distinctes de bien spatial susceptible d'individualisation, à savoir l' "engin spatial", le "véhicule de lancement" et le "composant fonctionnel", ce dernier recouvrant deux sous-catégories, à savoir le "transpondeur" et "autre charge utile", ce qui permettrait tant l'inscription du bien spatial dans son ensemble, que des inscriptions distinctes pour certains "composants fonctionnels"¹³. Dans cette proposition, un mécanisme serait mis en place permettant au Règlement qui sera adopté par l'Autorité de surveillance du futur Registre international pour les biens spatiaux (ci-après désigné le *Registre international*) d'intégrer toute technologie future au fur et à mesure de son développement. On a désigné cette proposition comme "l'approche économique", puisqu'elle mettait l'accent sur les fonctions économiques des biens spatiaux.

8. Il a été noté que bien que les deux propositions fussent assez dissemblables, elles tendaient toutes deux à une définition de "bien spatial" plus simple que celle renfermée dans l'avant-projet révisé de Protocole tel qu'amendé.

9. Deux questions ont fait l'objet d'une attention particulière durant les discussions : en premier lieu, s'il était approprié d'inclure dans la définition de "bien spatial" les parties de grande valeur, tels que les transpondeurs, qui font partie de la charge utile; et en second lieu, l'importance que les inscriptions puissent également être effectuées sur la totalité du bien spatial.

(ii) L'opportunité de couvrir les parties de grande valeur

10. Un représentant des communautés financières et commerciales internationales dans le domaine spatial avait noté durant les consultations que les créanciers acceptent de plus en plus de constituer leur sûreté sur des parties des charges utiles tels que les transpondeurs, ce à quoi le

¹¹ C.G.E./Space Pr./Inters'l meetings/I.W.G. Components /W.P. 3, Addenda 1-3 (reproduit en Annexes VI à VIII respectivement au présent rapport) (*en anglais seulement*).

¹² C.G.E./Space Pr./Inters'l meetings/I.W.G. Components/W.P. 3, pp. 1-2 (*en anglais seulement*).

¹³ C.G.E./Space Pr./Inters'l meetings/Consults/W.P. 3 Add. 1, Appendix 1 (*en anglais seulement*).

représentant d'un Gouvernement avait rétorqué que la sûreté ne portait pas sur les transpondeurs eux-mêmes mais sur leur capacité locative.

11. Le représentant d'un gouvernement a rappelé cependant que, compte tenu de la nature du régime d'inscription de la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (ci-après désignée la *Convention*), ces parties devraient toutes être susceptibles d'individualisation aux fins de l'inscription et de la recherche dans le Registre international ¹⁴. En outre, étant donné que la capacité locative d'un transpondeur serait traitée comme un droit du débiteur en vertu de l'avant-projet révisé de Protocole tel qu'amendé, il serait d'autant plus important que les transpondeurs et les charges utiles soient susceptibles d'individualisation, de façon à mettre en relation la capacité locative et le bien physique aux fins de la Convention ¹⁵. Un représentant des communautés financières et commerciales internationales dans le domaine spatial a fait remarquer que les parties pourraient être identifiées au moyen des numéros de série du fabricant, qui pourraient être aisément vérifiés en se référant à la documentation pertinente du bien ou de la partie, puisque les fabricants ont déjà la pratique d'apposer des numéros de série sur toutes les parties – sauf les plus petites – et ceci est vrai en particulier pour les transpondeurs ¹⁶. Un représentant des communautés financières et commerciales internationales dans le domaine spatial a suggéré que, afin d'individualiser un bien spatial aux fins de l'inscription, on pourrait simplement se référer aux contrats pertinents pour la fabrication du bien spatial puisque ces contrats renferment des descriptions très détaillées.

12. La question a été soulevée de savoir comment le Registre international pourrait traiter les parties qui deviendraient bancables après l'adoption du futur projet de Protocole spatial, et en particulier des transpondeurs ou même des parties qui pourraient n'avoir pas été envisagées à ce moment. Le représentant d'un Gouvernement a rappelé la suggestion de mettre en place un mécanisme permettant à l'Autorité de surveillance du Registre international d'adapter le Règlement pour intégrer les parties au moment où elles deviendraient bancables.

13. En outre, il a été fait référence au fait que les informations concernant les différents types de biens aéronautiques apparaissant sur la liste déroulante utilisée par le Registre international pour les biens aéronautiques étaient fournies par les fabricants des biens aéronautiques eux-mêmes, qui fournissaient les désignations des modèles et des numéros de série pertinents, ce dont on a déduit qu'il suffirait que l'Autorité de surveillance du Registre international permette aux fabricants de fournir les informations utiles concernant les parties bancables, de façon à ce qu'elles soient reportées ensuite dans la liste déroulante du Registre international.

(iii) La possibilité que l'inscription porte sur la totalité du bien spatial

14. Le représentant d'un Gouvernement a suggéré que, indépendamment de la possibilité que les inscriptions puissent porter sur des parties spécifiques, il serait souhaitable que les inscriptions puissent aussi porter sur les biens spatiaux dans leur totalité, et donc que les "modules de ressources" et leur "charge utile fonctionnelle" soient également susceptibles d'inscription, de façon à éviter de devoir effectuer des inscriptions multiples pour le même bien. Il a été noté en outre que la nécessité pour un créancier d'effectuer des inscriptions multiples augmenterait la probabilité que l'une des inscriptions soit erronée et, en conséquence, le risque que la garantie internationale en question ne soit pas reconnue par le Conservateur du Registre international.

15. S'agissant de l'inscription d'une garantie internationale portant sur la totalité du bien spatial, on s'est référé au Registre international pour les biens aéronautiques, dans lequel une partie

¹⁴ Cf. article 7(c) de la Convention.

¹⁵ Cf. UNIDROIT 2009 - C.E.G./Pr. spatial/3/W.P. 5 rév., § 22-23.

¹⁶ Cf. C.E.G./Pr. spatial/5/W.P. 4, § 22.

souhaitant inscrire une garantie internationale portant sur un aéronef ainsi que sur les moteurs installés sur celui-ci, devait certes procéder à des inscriptions distinctes pour la cellule de l'aéronef d'une part, et pour les moteurs d'autre part, mais que ces inscriptions pouvaient cependant être groupées, de façon à donner lieu à une seule redevance et à une seule confirmation. Il a également été noté qu'une nouvelle technologie était en train d'être mise au point pour permettre l'inscription d'une garantie internationale sur un aéronef avec ses moteurs, et que ce système pourrait être adapté pour les besoins du Registre international pour les biens spatiaux, qui permettrait à un créancier d'effectuer une seule inscription pour une garantie portant sur l'ensemble du bien spatial, y compris ses différentes charges utiles.

(b) *Mesures pour inexécution concernant les composants*

(i) Conceptions divergentes de la façon de traiter le conflit d'intérêts

16. Comme par le passé, deux conceptions divergentes ont été exprimées quant à la façon la plus appropriée de traiter du type de conflit visé plus haut¹⁷. Une conception était qu'il convenait de laisser les parties traiter ces questions dans les accords entre créanciers¹⁸, l'autre préconisait qu'une règle supplétive dans le Protocole envisagé serait nécessaire pour les cas où les parties ne concluent pas de tels accords¹⁹.

(ii) Hypothèse de base dans lesquelles les conflits se posent

17. L'hypothèse de base dans laquelle un tel conflit pourrait se poser est celle où une garantie internationale a été inscrite sur un "module de ressources" telles que la plate-forme du satellite, et une autre sur la "charge utile" de ce module, telle que la charge utile de communications. Lorsque, dans cette hypothèse, le titulaire de la garantie internationale sur la plate-forme cherche, en exerçant ses mesures, à déplacer le satellite sur une nouvelle orbite – recours qu'un créancier penserait raisonnablement pouvoir exercer en cas de défaut du débiteur –, il y aurait un risque que la garantie internationale du créancier d'un débiteur non défaillant portant sur la charge utile puisse se trouver "négativement affectée". Une seconde hypothèse pouvant donner lieu à un semblable conflit est celle où le titulaire de la garantie internationale sur la plate-forme prétend, en exerçant ses mesures, modifier la région couverte par le satellite en repositionnant une ou plusieurs des antennes de ce satellite, ce qui comporte les mêmes risques de porter préjudice au titulaire d'une garantie internationale détenue par un créancier d'un débiteur non défaillant sur la charge utile dépendant de cette antenne ou de ces antennes.

18. On a fait remarquer que de tels conflits potentiels ne trouveraient pas de solution sur la base des règles de priorité de la Convention, comme ce serait le cas des conflits entre titulaires de garanties internationales de rangs différents portant sur le même bien : il s'agissait là en revanche de conflits entre des titulaires de garanties internationales de même rang portant sur des biens distincts mais physiquement reliés.

19. Le représentant d'un Gouvernement s'est interrogé sur le sens des mots "négativement affectée" dans ce contexte, notant que le plus souvent, l'exercice des mesures par le créancier produirait des effets économiques parfaitement légaux – par exemple, la dépréciation d'un aéronef après que, par suite de l'exercice d'une mesure, un ou plusieurs de ses moteurs ont été enlevés.

¹⁷ Cf. § 1, *supra*.

¹⁸ Cf. Annexe VI au présent rapport, pp. ii et iii (*en anglais seulement*).

¹⁹ Cf. Annexe IV au présent rapport, pp. v et vi (*en anglais seulement*).

Le représentant d'un autre Gouvernement a noté toutefois que le cas d'un aéronef est à cet égard fondamentalement différent de celui d'un satellite, car une charge utile hébergée sur un satellite ne peut pas faire l'objet d'une repossesion matérielle.

20. Un représentant des communautés financières et commerciales internationales dans le domaine spatial a indiqué que compte tenu des contraintes réglementaires afférentes à l'exploitation d'un satellite, et des dangers encourus lorsque l'on change l'orbite d'un satellite, les créanciers titulaires de sûretés sur des satellites ne se risqueraient guère à déplacer le satellite de leur orbite initiale. Un autre représentant de ces communautés a noté qu'il serait très rare qu'un créancier soit titulaire d'une sûreté sur la plate-forme du satellite mais non sur les charges utiles qu'elle transporte, car ce sont les charges utiles qui sont la principale source de revenus du satellite. Ils se sont accordés à dire que la question débattue concernait une proportion infime des financements modernes de satellites, tout en notant que cette pratique pourrait évoluer à l'avenir.

(iii) Proposition pour résoudre les conflits

21. Tandis que le représentant d'un Gouvernement a réitéré l'opinion qu'en règle générale, la question des conflits d'intérêts serait traitée par les parties par des accords entre créanciers, un représentant des communautés financières et commerciales internationales dans le domaine spatial a souligné, compte tenu de l'importance du droit applicable à de tels accords, l'opportunité que le Protocole envisagé contienne une règle applicable par défaut lorsque les parties n'ont pas conclu un tel accord.

22. Toutefois, le représentant d'un Gouvernement a émis l'avis qu'il serait difficile de rédiger une règle supplétive qui serait appropriée dans tous les cas, se justifiant par l'amélioration qu'elle offre au regard de toutes les règles et lois applicables en toute circonstance pour toutes les parties, et qui risquerait de conduire les tribunaux à interpréter de façon restrictive toute variation que les parties pourraient faire par rapport à la règle supplétive. Ses Autorités étaient également contraires à l'idée d'accorder à une partie un pouvoir de négociation sur de telles questions dont elle ne disposait actuellement pas. En revanche, les représentants de certains Gouvernements ont indiqué leur soutien aux arguments en faveur de l'introduction d'une telle règle supplétive dans le Protocole envisagé, surtout si l'application d'une telle règle était limitée aux cas où les parties n'ont pas conclu d'accord entre créanciers en la matière.

IV. CONCLUSIONS DU GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL

(a) *Définition du terme "bien spatial"*

23. Il a été convenu que tant les charges utiles que les parties de celles-ci, telles que les transpondeurs, devraient être comprises dans la définition de "bien spatial", dans des termes suffisamment généraux pour fournir à l'Autorité de surveillance du Registre international les orientations de principe nécessaires pour la formulation, dans le Règlement, des critères techniques pour leur identification aux fins de l'inscription.

24. À la lumière des discussions du Groupe de travail formel sur la question, la nouvelle définition proposée de "bien spatial" a été la suivante :

" 'bien spatial' désigne tout bien fait par l'homme susceptible d'individualisation, qui se trouve dans l'espace ou qu'il est prévu de lancer dans l'espace, et qui comprend

i) tout engin spatial, à savoir tout satellite, station spatiale, module spatial, capsule spatiale, véhicule spatial ou autre véhicule destiné à être exploité dans

l'espace, ou un véhicule de lancement réutilisable, intégrant ou non un bien spatial au sens des alinéas ii) ou iii) ci-dessous ;

ii) toute charge utile (à des fins de télécommunications, navigation, observation, pour des applications scientifiques ou autres) pour laquelle une inscription distincte peut être effectuée conformément aux règles établies de temps à autre par l'Autorité de surveillance ; ou

iii) toute partie d'un engin spatial ou d'une charge utile tel qu'un transpondeur [pouvant être utilisé de façon indépendante], pour laquelle une inscription distincte peut être effectuée dans les conditions décrites à l'alinéa ii) ci-dessus,

avec tous accessoires, pièces et équipements qui y sont posés, intégrés ou fixés, ainsi que tous les manuels, les données et les registres y afférents."

25. On a noté que la nouvelle définition proposée permettrait l'inscription de l'ensemble du bien spatial – et permettrait donc que soit effectuée une seule inscription, qu'il s'agisse par exemple de tout le satellite ou d'une autre sorte de bien spatial –, et qu'elle couvrirait les transpondeurs et permettrait à l'Autorité de surveillance du Registre international d'élaborer des critères d'identification technique plus détaillés aux fins de l'inscription de nouveaux biens bancables au fur et à mesure où ils seraient reconnus comme tels par les communautés financières et commerciales internationales dans le domaine spatial. Il a été suggéré qu'il pourrait être utile de dire quelque chose de ce rôle étendu de l'Autorité de surveillance dans le Préambule du futur Protocole ou dans une Résolution qui serait adoptée par la Conférence diplomatique à venir.

26. En réponse à la question posée par le représentant d'un Gouvernement de savoir de qui dépendrait la prévision visée dans l'expression "*qu'il est prévu de lancer dans l'espace*", il a été suggéré que cela pourrait être précisé par les mots "*que les parties au contrat ont prévu de lancer dans l'espace*" (italiques ajoutées). Le représentant d'un autre Gouvernement a proposé que l'expression "*destiné à être exploité dans l'espace*" soit précisée ainsi : "*destiné à être utilisé dans l'espace*". Il a été généralement convenu que la nouvelle définition proposée de "bien spatial" fournissait une base utile pour les discussions du Comité à sa cinquième session et que des améliorations rédactionnelles nécessaires pourraient être apportées plus avant.

27. Il a été convenu que la nouvelle définition proposée de "bien spatial" serait incluse dans une note de bas de page au texte de l'article I(2)(l) de l'avant-projet révisé de Protocole tel qu'amendé qui serait envoyé avec les invitations en vue de la cinquième session du Comité. Le Groupe de travail informel a recommandé que la nouvelle définition proposée soit prise comme base pour les délibérations à venir du Comité sur cette question et a décidé que cela devrait être dûment indiqué dans la note de bas de page.

(b) *Mesures pour inexécution concernant les composants*

28. Compte tenu des divergences de conception subsistant sur cette question, il a été décidé que la règle supplétive proposée par un Gouvernement ²⁰ soit provisoirement recommandée par le Groupe de travail informel au Comité à sa cinquième session comme un nouvel article XVIII(3) et (4) proposé, placé entre crochets, sous réserve de la précision suivante : "Lorsqu'un bien spatial grevé d'une garantie internationale devient physiquement relié à un autre bien spatial qui est ou peut être grevé d'une garantie internationale d'une autre personne et que les deux biens spatiaux sont dans l'espace" placés dans des crochets supplémentaires, et par une disposition additionnelle également entre crochets, précisant que cette règle est subordonnée à tout accord entre les créanciers qui pourrait être conclu par les parties.

²⁰

Cf. Annexe IV au présent rapport, pp. v et vi (*en anglais seulement*).

29. Cette disposition se lirait comme suit:

“Article XVIII

[3. [Lorsqu'un bien spatial grevé d'une garantie internationale devient physiquement relié à un autre bien spatial qui est ou peut être grevé d'une garantie internationale d'une autre personne et que les deux biens spatiaux sont dans l'espace] [Sous réserve de dispositions contraires des parties dans leur contrat] Le créancier ne peut exercer les mesures prévues au Chapitre III de la Convention à l'égard d'un bien spatial sur lequel il détient une garantie internationale que pour autant que cela n'affecte [techniquement] ni l'utilisation courante d'autres biens spatiaux physiquement reliés au premier bien spatial, ni les garanties internationales ou autres droits portant sur ces biens.

4. D'autres mesures que celles visées au paragraphe précédent peuvent être exercées à l'égard d'un bien spatial grevé d'une garantie internationale lorsque

a) le titulaire d'une garantie internationale ou d'autres droits portant sur d'autres biens spatiaux physiquement reliés au premier bien spatial consent à l'exercice de telles mesures pour autant que sa garantie internationale ou d'autres droits se trouvent affectés, ou

[b) le créancier qui exerce les mesures compense les effets portés à l'utilisation courante du bien spatial physiquement relié en prenant des mesures techniques équivalentes.]]”

30. En réponse à la demande du représentant d'un Gouvernement qu'aient lieu davantage de consultations sur cette question afin de mieux comprendre les préoccupations du Gouvernement qui a présenté la proposition sur laquelle se fonde le nouvel article XVIII(3) et (4) proposé, *M. Estrella Faria* a indiqué que le Secrétariat serait heureux de faciliter de telles consultations.

V. CLOTURE DE LA REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL

31. Aucune autre question n'ayant été posée, *M. Estrella Faria*, après avoir remercié tous les participants pour leurs contributions aux discussions, a déclaré la réunion du Groupe de travail informel close à 18h le 21 octobre 2010.

ANNEXE I

LISTE DES PARTICIPANTS

ETATS

ALLEMAGNE

Mr Simon SCHULTHEISS
Legal Adviser
Federal Ministry of Justice
Berlin

Mr Karl KREUZER
Emeritus Professor
University of Würzburg
Würzburg

Mr Georg HAMPE
Legal Director
EADS Astrium
Ottobrunn

Mr Matthias CREYDT
Head of Export Control
Astrium Germany
EADS Astrium
Taufkirchen

CANADA

Mr Michel BOURBONNIERE
Legal Counsel
Canadian Space Agency
Saint-Hubert

Mr Roderick J. WOOD
Professor of Law
Faculty of Law
University of Alberta
Edmonton

CHINE (REPUBLIQUE POPULAIRE DE)

Mr WANG Jianbo
Deputy Director
Department of Treaty and Law
Ministry of Commerce
Beijing

Ms ZHANG Shaoping
Director
State Administration of Science, Technology and
Industry for National Defence
Ministry of Foreign Affairs
Beijing

Mr ZHOU Lipeng
Department of Treaty and Law
Ministry of Foreign Affairs
Beijing

Ms ZHANG Zhiping
Lawyer
Beijing Filong Law Firm
Beijing

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Mr Harold S. BURMAN
Executive Director
Office of the Legal Adviser
Department of State
Washington, D.C.

Mr Martin JACOBSON
Office of the Legal Adviser
Department of State
Washington, D.C.

Mr K. Koro NURI
Senior Finance Counsel
Office of the General Counsel
Import-Export Bank of the United States of
America
Washington, D.C.

Mr Steven L. HARRIS
Professor of Law
Chicago-Kent College of Law
Illinois Institute of Technology
Chicago, Illinois

FEDERATION DE RUSSIE

Mr Igor POROKHIN
President
Inspace Consulting (Russia) L.L.C.
Moscow

Ms Olga VOLSKAYA
Federal State Unitary Enterprise Organisation
"Agate"
Moscow

Mr Valery FEDCHUK
Legal Adviser
Trade Representation of the
Russian Federation in Italy
Rome

ITALIE	Mr Sergio MARCHISIO Professor of Law; Director Institute of International Legal Studies <i>Rome</i>
JAPON	Mr Mikio AOKI Director Secretariat of Strategic Headquarters for Space Policy Cabinet Secretariat <i>Tokyo</i> Mr Souichirou KOZUKA Professor of Law Gakushuin University <i>Tokyo</i>
REPUBLIQUE TCHEQUE	Mr Vladimír KOPAL Professor of Law University of Pilsen <i>Prague</i> Ms Pavla BELLOŇOVÁ State official International Department for Civil Matters Ministry of Justice <i>Prague</i> Mr Michal FRIDRICH Department of Cosmic Technologies and Satellite Systems Ministry of Transport <i>Prague</i>
ROYAUME-UNI	Sir Roy GOODE Emeritus Professor of Law University of Oxford <i>Oxford</i>

**REPRESENTANTS DES COMMUNAUTES FINANCIERES ET COMMERCIALES
INTERNATIONALES DANS LE DOMAINE SPATIAL**

Mr Marc BORELLO	General Counsel Thales Alenia Space <i>Cannes La Bocca</i>
Ms Martine LEIMBACH	Chargée de mission Direction des affaires juridiques Crédit Agricole S.A. <i>Paris</i>

Mr Bernhard SCHMIDT-TEDD

Head of Legal Support
German Space Agency
Bonn

AUTRES (par téléphone)

Mr Rob COWAN

Managing Director
Aviareto Limited
Dublin

Mr Jack HEALY

Registry official
Aviareto Limited
Dublin

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Organisation des travaux
3. Poursuite de l'examen de la façon la plus appropriée de résoudre les conflits qui peuvent surgir au niveau de l'exercice des mesures en cas d'inexécution en vertu de la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles telle qu'elle est destinée à s'appliquer, par le biais du futur Protocole portant sur les biens spatiaux envisagé, dans des cas où l'action du titulaire d'une garantie internationale sur un bien spatial pourrait affecter négativement la garantie internationale détenue par un autre créancier sur un bien spatial physiquement relié à ce bien, notamment au vu de l'avant-projet révisé de Protocole portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux tel qu'amendé durant la quatrième session du Comité d'experts gouvernementaux (C.E.G./Pr. spatial/4/Rapport, Annexe IV) et du rapport des travaux réalisés par le Groupe de travail informel durant cette session (C.E.G./Pr. spatial/4/Rapport, § 145).
4. Autres questions.

ANNEXE III

EXPLANATORY NOTE ON THE DRAFT AGENDA

(prepared by the UNIDROIT Secretariat)

I. INTRODUCTION

(a) Remit of the Informal Working Group on default remedies in relation to components

1. The Informal Working Group on default remedies in relation to components (hereinafter referred to as the *Informal Working Group*) was established at the third session of the Committee, held in Rome from 7 to 11 December 2009. It was given the task of finding a solution to a problem which, in its essence, comes down to the most appropriate way of resolving those conflicts that may arise at the level of the exercise of default remedies where the action of the holder of an international interest in one space asset might otherwise adversely affect the international interest held by another creditor in a space asset physically linked to that asset, conflicts typically likely to arise in respect of components of a satellite, such as transponders. The remit of the Informal Working Group was delimited by reference to the definition of space assets as this related to components and the related question of default remedies in relation to components.²¹

(b) Organisation of, and participation in the intersessional meeting of the Informal Working Group

2. Following meetings of the Informal Working Group held during the third and fourth sessions of the UNIDROIT Committee of governmental experts for the preparation of a draft Protocol to the Convention on International Interests in Mobile Equipment on Matters specific to Space Assets (hereinafter referred to as the *Committee*), held in Rome from 7 to 11 December 2009 and 3 to 7 May 2010 respectively, the Committee at the conclusion of its fourth session decided that an intersessional meeting of the Informal Working Group (hereinafter referred to as the *meeting*) should be held prior to the holding of the fifth session of the Committee, to be held in Rome from 21 to 25 February 2011, with a view to advancing the work hitherto accomplished by the Informal Working Group. The meeting will be held in Rome on 19 and on the morning of 20 October 2010, with the possibility of extra time being found on the morning of 23 October 2010, if necessary.

3. All Governments participating to date in the work of the Informal Working Group and that of the Informal Working Group on limitations on remedies, also established by the Committee at its third session, have been invited to attend the meeting, together with those representatives of the international commercial space and financial communities having participated to date, as observers, in the work of the Informal Working Group. Those other representatives of the international commercial space and financial communities having been invited to participate in the consultations with representatives of those communities to be held on 18 October 2010 have, moreover, been informed of the holding of the meeting of the Informal Working Group and advised that the meeting is open to attendance by observers from the international commercial space and financial communities invited to participate in the consultations, regardless of prior participation in meetings of the Informal Working Group. The meeting will be moderated by the Secretary-General of UNIDROIT.

²¹ C.G.E./Space Pr./3/Report rev., § 18.

II. PROGRESS ACHIEVED TO DATE BY THE INFORMAL WORKING GROUP

(a) Progress made during the third session of the Committee

4. To quote from the Report of the Informal Working Group on components to the Committee on the work accomplished by it during the Committee's third session, ²² "[c]onsiderable progress was made ... , notably in exploring the divergent points of view on the most appropriate solution to this problem. Time, however, did not permit the reaching of a definite conclusion."

(b) Progress made during the fourth session of the Committee

5. The Informal Working Group, accordingly, continued with its task at the fourth session of the Committee. As the Secretary-General of UNIDROIT, who acted as moderator of the Informal Working Group, reported to the Committee at the conclusion of that session, "significant progress had been made, though no solution had yet been reached". ²³ However, he "indicated his belief that this progress was such as to serve as a firm basis for the finding of an acceptable solution in future. In particular, he pointed out that the Informal Working Group had agreed that, while the future Protocol had to provide legal certainty, it was not desirable for it to become locked into a particular system for the determination of those assets that should qualify for registration in the future International Registry for space assets; in this connection, he noted that the Informal Working Group saw the regulations to be made or approved by the Supervisory Authority pursuant to the future Protocol as being able to play a part in providing the desirable measure of flexibility regarding the establishment of identification criteria for the purposes of the registration of international interests in assets that might become valuable to creditors in the future. He indicated, in addition, that the Informal Working Group had agreed that for individual components to be registrable in the future Registry, it would be necessary that the sum total of such components should correspond to the entirety of the space asset as a whole and not allow for an inflation of international interests in such assets without value, so as to avoid gaps in the information available in the future Registry to creditors". ²⁴

6. Significantly, "[s]everal delegations that had served on the Informal Working Group noted their satisfaction at the progress made and indicated that they shared the views expressed by [the Secretary-General]". ²⁵

III. ASSISTING THE WORK OF THE INFORMAL WORKING GROUP

7. With a view to facilitating progress at the forthcoming meeting of the Informal Working Group, the UNIDROIT Secretariat would invite those participating in its work to consider formulating proposals taking account of the discussions held during the fourth session of the Committee.

IV. ACTION TO BE TAKEN IN RESPECT OF THE OUTCOME OF THE MEETING

8. The Informal Working Group will be invited to report back to the Committee at its fifth session on the outcome of the meeting.

²² C.G.E./Space Pr./3/W.P. 24.

²³ C.G.E./Space Pr./4/Report, § 145.

²⁴ *Idem.*

²⁵ *Idem.*

ANNEXE IV

PROPOSALS

by the Government of Germany

Introduction

In recent discussions about the definition of space assets, the terms “component” and “transponder” played a major role - unfortunately, without finding a viable definition. The current definition in Article I(2)(l) lists a number of objects and contains an opening clause for other objects not explicitly listed. A conclusive definition enumerating all assets would not be acceptable because it would exclude future developments with regard to space objects. It was agreed that a more structured definition should be found.

After intensive consultations with industry and with legal and financial experts, a new definition concept has been developed. This concept focuses on the key elements of every space asset by avoiding enumerative examples and problematic terms.

The new definition is limited to only two categories: “resource module” and “payload”. All space assets are describable using just these two generic terms, because every space asset is either a “resource module” (its function is to support and maintain the payload) or a “payload” (its function is to provide a certain service).

This concept applies to all existing categories of space object, like satellites, space stations and space vehicles. Though the new concept requires a separate registration of every asset, it is in line with the concept of the Aircraft Protocol, under which “airframe” and “engine” must be registered separately too.

A satellite consists of a resource module (satellite bus) plus payload(s) (optical, telecommunication, radar- or scientific payload). A space station consists of the resource module which is also constructed to carry payloads (experimental racks). Space vehicles are usually resource modules too, because they have a supporting function with respect to the transported assets. This paper contains further elaboration of the different space assets.

These examples demonstrate that, in spite of the simplicity of the definition concept, all possible space assets are covered with only two generic terms “resource module” and “payload”.

PART 1 THE DEFINITION OF THE SECURED OBJECT UNDER THE PLANNED SPACE ASSETS PROTOCOL

I. Preliminary remarks

Taking security over certain individual components of satellites and space stations, and thus separate commercialisation of these components, is one of the objectives that the planned Space Assets Protocol is supposed to achieve - so far as the problems involved can be solved. But the planned Protocol will only be able to do justice to this objective if the secured object is defined in such a way that it corresponds to technical and functional reality.

II. Technical considerations

(a) Satellites

Satellites usually consist of the resource module and the payload installed thereon, the components of which differ according to the satellite's function.

1. Here the resource module, i.e. the "satellite bus", constitutes a functional unit that is uniquely identifiable and is clearly distinguishable, in technical terms, from the remaining items.

2. The payload, too, is a uniquely identifiable functional unit and clearly distinguishable from the remaining items because its individual parts, as specified by the function indicated below,

- are physically linked to each other;
- are indispensable for the functioning of the precise payload concerned; and
- do not take over any function with respect to other payloads or to the satellite bus.

(i) communications satellites

The payload of a communications satellite usually consists of the following hardware components: receive antenna, receiver, switchbank, high-power amplifier, output multiplexer and transmit antenna.

(ii) navigation satellites

The payload of a navigation satellite usually consists of the following hardware components: time generator (e.g. atomic clock), signal coding processor, high-power amplifier, downlink antenna.

(iii) earth observation satellites/weather satellites

The payload of an earth observation satellite/weather satellite usually consists of the following hardware components: sensor(s)/camera(s), data processor, high-power amplifier, downlink antenna (usually an antenna for more than one sensor).

(iv) scientific satellites

The payload of a scientific satellite usually consists of the following hardware components: sensor(s) instrument(s) data processor, high-power amplifier, downlink antenna (usually an antenna for more than one sensor).

3. Transponders

The transponder, on the other hand, which so far has been conceived to be an independent secured object, is not uniquely identifiable as a functional unit and is not clearly distinguishable from the remaining items over which security can be taken. On the contrary, transponders are themselves items (high-power amplifier) of a payload. It is true to say that transponders, as part of a construction unit, are physically linked to each other and that they are indispensable for the functioning of a payload. Nevertheless, several transponders jointly depend on specific hardware of the communications payload (receive antenna, receiver, switchbank, output multiplexer and transmit antenna etc.).

(b) Space stations

Space stations usually consist of a resource module and the payloads, which are the operational elements integrated in the resource module (e.g. laboratory equipment).

1. In functional terms, the resource module corresponds to the satellite bus (e.g. E.P.S., stabilisation, pressurisation, data module) and it thus constitutes a functional unit that is uniquely identifiable and is clearly distinguishable, in technical terms, from the remaining items.

2. An operational element is equivalent to a segment of the payload and, being a functional unit, is uniquely identifiable and clearly and physically distinguishable from the remaining items of the space station, i.e. it can be installed and removed easily.

An operational element is usually a standardised experiment locker (e.g. a 19-inch rack) and it does not perform any function with respect to other operational elements or to the resource module. Although experiments can be configured in every conceivable form in the space station, they are nonetheless always clearly and physically distinguishable.

3. The I.S.S. and its predecessor SpaceLab provide examples of usage in relation to space stations.

The Columbus module is an independent resource module with its own experimentation apparatus, i.e. operational elements. After docking to the I.S.S., the Columbus resource module shares the E.P.S. with the I.S.S. resource module.

(c) Space vehicle

Here the classification under (b) above - by division into "resource module" and "payload/operational elements" - also applies.

An instance of usage with regard to space vehicles is the Space Shuttle or the Automatic Transfer Vehicle (A.T.V.). Space vehicles are used for independent experimental or repair missions, and they are also used for transporting infrastructure parts and resources to space stations.

(d) Launch vehicle

Launch vehicles comprise the bus and the asset requiring transportation (i.e. usually the satellites). In contradistinction to (a) 2., the payload in this case is, for example, the satellite itself that has to be transported - and not part of a satellite.

1. Here the bus constitutes a functional unit that is uniquely identifiable and clearly distinguishable, in technical terms, from the payload.

2. The payload is clearly distinguishable from the remaining items of the bus.

3. In future, parts of the bus, too, could be susceptible to economic re-use.

III. Legal considerations

(a) Satellites

The objective of creating a security interest as a means of credit protection necessitates clear and unequivocal designation of the objects to which such an interest may relate. At the same time,

the creditor must be certain that the object he is financing corresponds exactly to the object to which the security interest relates. The reference to the satellite bus and the payload as the secured objects of a satellite takes account of both these aspects.

By itself the **satellite bus** is a clearly defined and distinguishable technical unit and, therefore, suitable as a secured object. It also falls under the conceptual heading "resource module".

Following the technical descriptions in Section II, a **payload** consists of hardware components jointly assigned to a specific service (mission) provided by the space asset concerned. These hardware components are used solely for this service, which means that, on the basis of their mission, they are clearly distinguishable from other hardware components installed on the satellite bus. At the same time, the sum total of these components constitutes the hardware needed in order to implement the services/business venture, thus entailing a need for credit financing, where applicable.

In view of the fact that an individual **transponder** shares the infrastructure of the same payload (receive and transmit antenna, receiver etc.) with other transponders, a transponder as such is not suited to constitute an independent secured object. Where there is a division of ownership / security (collateralisation) among the transponders embraced by one payload, conflicts would arise under property law (rights *in rem*) concerning the components used jointly by the transponders concerned. It is true to say that a legal construction would be conceivable here via "joint and several ownership" or via indivisible (ownership) shares for the respective owners/creditors; nevertheless, such a complicated construction would also need to be justifiable in economic terms - after all, it would lead to difficult conflicts on the compulsory execution level as well (e.g. regarding the adjustment of an antenna). But - as already explained - this is not possible here.

By referring to the secured objects of a "resource module" here, the "satellite bus" and a "payload", two concepts have been found which are abstract enough to avoid also ruling out anticipated future developments from the realm of susceptibility to security (collateralisation); these concepts are, at the same time, precise enough to meet the certainty requirements applying to a secured object. Moreover, taken together, both concepts define a satellite in its entirety, because each component is functionally assignable either to the satellite bus or to the payload. Components not falling within these categories are not additionally conceivable.

(b) Space stations, space vehicles and launch vehicles

Space stations and space vehicles also consist of technically distinguishable and functionally clearly assignable individual components, as described under II (b) above. The resource module and the payloads are conceivable as an independent object over which security can be taken.

Launch vehicles will also fall under the term "space vehicles". They consist of the bus (resource module) and the asset requiring transportation. At present, only the resource module with respect to launch vehicles can be the subject of an international interest, because the "payload", usually comprising a satellite in its entirety, can in its components already form the subject of separate rights - as set out under III (a) above.

Even though reusability of launch vehicles does not currently present a realistic scenario, these objects should be seen as being susceptible to the international interest. If future developments allow the reuse of launch vehicles, payloads in the meaning of the definition below might be thinkable. Therefore, the phrase "payloads with respect to space vehicles" can be justified, even with respect to launch vehicles.

IV. Proposed new definition of "space asset"

Article I(2)(I) of the revised preliminary draft Space Protocol could read as follows:

"Space asset" means resource modules and payloads with respect to satellites, space stations and space vehicles, in space or intended to be launched into space. The Supervisory Authority shall describe technical details of space assets in the regulations.

PART 2 LIMITATIONS ON DEFAULT REMEDIES IN RESPECT OF PHYSICALLY LINKED ASSETS

I. Explanation

The default remedies under the Cape Town Convention are to take possession or control of an object, to sell or grant a lease of any object or to collect or receive any income or profit arising from the management or use of the object (see Article 8(1) of the Convention). The value of the international security interest suffers where the default remedies are limited. Thus, it is absolutely essential to keep creditors' default remedies as unlimited as possible. On the other hand, the value of an international security interest suffers too where the use of the international interest in, or other rights related to the space asset are possibly and unlimitedly impaired by others. Therefore, **creditors must be authorised freely to exercise those of their default remedies which only have an impact on their secured asset**, (e.g. to collect or receive any income or profit arising from the management or use of the asset.)

In cases where the impact of a default remedy would not be limited to the secured asset but would have an effect on other physically linked assets, a considerable conflict of interest must be resolved.

A general rule is that a creditor exercising its remedies can only invoke its rights against the object it has rights in. Because of this rule, that the international security interest solely encumbers the asset in which it is registered, default remedies can only be exercised as far as that asset is concerned. Thus, it is basically not acceptable that a creditor holding a registered interest in only one asset impairs another asset (in which he does not hold any right). Therefore, to extend the impact of a default remedy to other parties (who have rights and interests in the impaired physically linked asset) should only be permitted where the impaired party consents thereto. Taking into account the fact that the defaulting debtor has still to agree with the relevant default remedy (see Article 8(1) of the Convention), it is even more logical that uninvolved parties have to agree too. All limitations on default remedies solely concern relations between the creditor and other involved parties. In relations between the creditor and its debtor no restriction shall take place.

II. Proposed new provision on limitations on default remedies in respect of physically linked assets

Article IX

- 1. Unchanged**
- 2. Unchanged**
- 3. Unchanged**

4. The creditor shall only exercise default remedies against its secured asset in accordance with Chapter III of the Convention in so far as this does not [technically] affect the current use of international interests in, and other rights relating to other space assets physically linked to the secured space asset.

5. Other default remedies than those referred to in paragraph 1 may be exercised against the secured space asset where

(a) the user or holder of an international interest in, and other rights relating to other space assets physically linked to the secured asset consents to it as far as he/she/it is impaired, or

[(b) the creditor offsets the impairment of the current use of the physically linked space asset by taking equivalent technical measures.]

ANNEXE V

PROPOSAL

by Professor Souichirou Kozuka (Japan)

“In applying Article 8 of the Convention, unless otherwise agreed, taking control of an object charged to the chargee as a default remedy includes, when an international interest is in a resource module, acquiring the right to change the manner in which the resource module supports and maintains the payload, or part of it, that is hosted by the resource module.”

COMMENTS

(submitted by Governments and representatives of the international commercial space and financial communities)

COMMENTS AND PROPOSALS SUBMITTED BY GOVERNMENTS

United States of America

1. ISSUES AND STATUS

I. Overview and timing

The U.S. Government's position from the outset has been and remains that the purpose of the planned draft Protocol is to make financing more available or available on more favourable terms to expand commercial activities in outer space. This requires that the proposed draft, as was the case with the Aircraft and Rail Protocols, recognise applicable industry and financing practices necessary to attract private capital. Any efforts to create further obligations on secured financing parties, greater than exist now absent the Protocol, will reduce its value and make it unattractive to industry. This is especially the case given the already greater risk for investment and finance in the space sector as compared to commercial airspace. It is for these reasons that the U.S. Government has supported the concerns of key industry interests and will continue to do so.

The U.S. Government at the May 2010 session of governmental experts in Rome raised substantial issues on its behalf and on behalf of the Satellite Industry Association (S.I.A.), noting that, without the support of key space industry sectors, the planned draft Protocol could not achieve its objective. This was accommodated at the May 2010 session of the UNIDROIT Governing Council and the original time schedule, which contemplated a final conference at the end of 2010, was altered so as to allow additional time to seek agreement between participating States and industry.

The next session of governmental experts will now be in February 2011 and, if then approved by the UNIDROIT Governing Council, a diplomatic Conference could take place at the end of 2011 or early in 2012.

Note that the conclusion of a Protocol does not imply acceptance of the text. States would have to ratify the Protocol as a treaty instrument, along with the Cape Town Convention, in order to implement its terms.

II. Issues

There follows a summary of issues, together with comments on the status of these (i.e. any changes resulting from the May 2010 Rome session of governmental experts), and other issues:

(Omissis)

(b) *Non-disturbance or quiet enjoyment provisions*

See point No. 2 of the S.I.A. comments circulated at the May 2010 session of governmental experts.¹

Current status: still an open issue, nothing resulting from the May 2010 session of governmental experts. The U.S. Government has recommended against any rule that would constrain enforcement of senior rights, subject to the normal limits of secured financing law, and recommended at the outset that the relationship between the various secured parties be left to inter-creditor agreements. Given the preference by some others for a default rule, the focus at the last session was on whether a workable default rule can be agreed to.

This issue involves the non-disturbance or quiet enjoyment rights of owners (and their creditors) of components. Basically, the issue involves the right of an enforcing creditor having an international interest in a whole, entire space asset to interfere with or disturb the quiet enjoyment of the owner (and its creditors) of component parts.

The initial proposal of another delegation extending this issue to functionally linked assets was dropped at the May 2010 session of governmental experts, which leaves on the table proposals concerning physically linked assets (e.g. components within a particular satellite). The U.S. Government and many industry interests have recommended that, since it is standard in the space sector for inter-creditor agreements to resolve related rights issues before accepting placement into a satellite of any components, the planned Protocol can best achieve its objectives by recognising such agreements. Some delegations, however, are pushing for a default rule to be set forth in the text of the revised preliminary draft Protocol. A default rule may be useful to protect senior creditors but it should be made subject to agreements among the parties.

The U.S. Government will pursue the point that seeking to dilute the value of senior interests would militate against attracting secured finance parties to the planned Protocol, particularly in the light of the general first-to-file priority system of the Cape Town Convention.

Consideration could also be given to a provision (similar to the Aircraft protocol as it relates to aircraft engines) which would displace any national laws that treat a component constituting a separate "space asset" as an accession to another "space asset" to which it is attached or installed.

(Omissis)

(f) *Scope of the revised preliminary draft Protocol - component financing*

See points Nos 1 and 5 of the S.I.A. comments circulated at the May 2010 session of governmental experts.²

Current status: the inclusion of component financing is unresolved, with no change at the May 2010 session of governmental experts. The U.S. Government has supported inclusion to ensure flexibility to cover future financing developments. Some countries oppose the possibility of allowing for registration against a "whole" (e.g. the entire satellite) as well as against components of the whole (e.g. one or more transponders, a hosted payload, etc.). Efforts to meet these objections, while accommodating a more flexible registration system, continue.

¹ *Idem*, 10.

² *Idem*, 9 and 12-13 respectively.

The U.S. Government has been working towards a structure that would accommodate the financing of both whole space assets and also of substantial components on a stand-alone basis. However, some Civil law countries have pushed for agreement on definitions and rules which would preclude interests in both the whole and the components at the same time, i.e. the definitions of components, if such financing takes place, should, added together, equal the whole. Industry comments at that time favoured component financing as well as the more common financing today of the whole asset, so as to ensure that the revised preliminary draft Protocol could accommodate changes in financing practices in this sector. The U.S. Government also raised the S.I.A. concerns concerning the practicality of defining components in terms of their independent ownership, use or control characteristics and these concerns had a fair amount of support.

(Omissis)

ANNEXE VII

COMMENTS

(submitted by Governments and representatives of the international commercial space and financial communities)

COMMENTS AND PROPOSALS SUBMITTED BY REPRESENTATIVES OF THE INTERNATIONAL COMMERCIAL SPACE AND FINANCIAL COMMUNITIES

Arianespace, EADS Astrium, Eutelsat Communications and Thales Alenia Space

Proposal for a new definition of "space asset"

"Space asset means any type of spacecraft or human built satellite, intended or not to carry passengers, to be launched or already launched into space, including any of its two sub-assemblies, namely :

(i) the infrastructure on which the payload will be assembled, often called "platform" or "service module", which supplies all means necessary for the payload to perform its mission in terms of transport, positioning and supply of energy;

(ii) the payload, i.e. all equipment necessary for the spacecraft or satellite to carry out its mission.

The Supervisory Authority shall describe the technical details of a space asset in the regulations."

ANNEXE VIII

COMMENTS

(submitted by Governments and representatives of the international commercial space and financial communities)

COMMENTS AND PROPOSALS SUBMITTED BY REPRESENTATIVES OF THE INTERNATIONAL COMMERCIAL SPACE AND FINANCIAL COMMUNITIES

Satellite Industry Association of the United States of America

The Satellite Industry Association (S.I.A.) is a consensus-based trade association that serves as the unified voice of the U.S. satellite industry on policy, regulatory and legislative issues affecting the satellite business. The S.I.A. represents leading global satellite operators, service providers, manufacturers, launch services providers, integrators, ground equipment suppliers and satellite radio and television providers.¹

In many prior instances, the S.I.A. and its members have stated their concerns that the revised preliminary draft Protocol² is not an effective instrument for increasing capital flow to commercial space projects. The S.I.A. considers that the revised preliminary draft Protocol adds an unnecessary supra-national layer of law at a time when neither the S.I.A. nor the financial community that supports its members believes a new legal regime is needed to expand space-based services or facilitate asset-based financing.

The S.I.A. opposes the continuation of a drafting process seeking to resolve identified deficiencies when the rationale for the establishment of a structure intended to promote legal certainty and increased availability of capital for the space industry requires reconsideration. Moreover, there is no evidence that financings have failed or could have attracted more favourable pricing due to uncertainty over the granting and perfection of security interests in the satellites being financed. No compelling need for the revised preliminary draft Protocol has been demonstrated, which explains why most of the space industry does not want it.

The specific issues the S.I.A. has identified below to support its position that the revised preliminary draft Protocol will jeopardise or disadvantage space asset financing have not been presented as problems to solve or provisions to be refined but as examples of why the revised preliminary draft Protocol must be reassessed.

¹ As of October 2010, the executive members of the S.I.A. were as follows: ARTEL Incorporated, The Boeing Company, [CapRock Government Solutions](#), DirecTV, Hughes Network Systems, ICO Global Communications, Integral Systems, Intelsat, Iridium Satellite LLC, Lockheed Martin, Loral Space & Communications, Northrop Grumman, [Rockwell Collins](#), [SES World Skies](#), SkyTerra and TerreStar Networks. As of the same date, the associate members of the S.I.A. were as follows: [Argiva Satellite & Media](#), Alliant Techsystems, [Cobham SATCOM Land Systems](#), Cisco, [Comtech EF Data](#), [DRS Technical Services, Inc.](#), [EchoStar](#), Emerging Markets Communications, Inc., Eutelsat, [GE SATELLITE](#), [Glowlink](#), [iDirect Government Technologies](#), Inmarsat, Marshall Communications Corp., [Panasonic Avionics Corporation](#), Spacecom, Ltd., [Spacenet](#), Stratos Global, TeleCommunication Systems, Inc. – Government Solutions, [Telesat](#), [Trace Systems](#), [ViaSat](#) and Wildblue Communications.

² Reference to the preliminary draft Protocol is as revised by the Drafting Committee established by the Committee of governmental experts for the preparation of a draft Protocol to the Convention on International Interests in Mobile Equipment on Matters specific to Space Assets on 3 May 2010.

(Omissis)

2. COMPONENTS

The inability of the Informal Working Group on default remedies in relation to components to reach a solution regarding enforcement against a space asset physically linked to another space asset in which another creditor has an interest (Article XVIII(3)) reflects a fundamental deficiency in the revised preliminary draft Protocol. A clash in legal systems jeopardises the utility of the revised preliminary draft Protocol as the financing of hosted payloads, condosats and transponders will continue to expand as a cost-effective means of deploying satellites.

We are also concerned by the statement made by the Informal Working Group that it was not desirable for it to become locked into a particular system for the determination of those assets that should qualify for registration in the future International Registry for space assets.³ In connection with this, the Informal Working Group saw the regulations to be prepared by the Supervisory Authority as being able to play a part in providing flexibility in the establishment of identification criteria for the registration of international interests in assets that might become valuable to creditors in the future. Such an approach would allow the Supervisory Authority unfettered discretion to alter and introduce criteria having an adverse impact on clarity and uniformity of what would constitute a space asset. This proposed approach to addressing component financing is all the more perplexing when the matter currently is adequately addressed through inter-creditor arrangements.

(Omissis)

Conclusion

The revised preliminary draft Protocol fails to achieve its expressed goal of facilitating the financing of space assets through a uniform and predictable legal regime governing the taking of security over space assets. The S.I.A. is not alone in its opposition to the substance and direction of the revised preliminary draft Protocol. Other industry participants representing a significant proportion of the space business in the U.S., Europe and Asia have all voiced their concerns.⁴ This is not an environment that is conducive to the promulgation of a complex international treaty intended to foster the development of the global commercial space industry.

A Protocol that has no meaningful support or input from its principal stakeholders is counterproductive. Until UNIDROIT's members and the satellite industry can align their interests, endeavouring to conclude the drafting of an instrument that ignores fundamental concerns jeopardises its adoption by those States attuned to the needs and interests of their space industry. The S.I.A. again urges reconsideration of the need for the Protocol and expresses its serious concerns over its adverse consequences on the financing of space assets the world over.

³ See in UNIDROIT Report C.G.E./Space Pr./4/Report, § 145.

⁴ The European Satellite Operators Association (E.S.O.A.) (on behalf of its 10 members and 10 supporting members), the Asia-Pacific Satellite Communications Council (A.P.S.C.C.) (representing over 100 members from Asia, Europe and North America), Global VSAT Forum (comprising more than 200 companies from 100 countries in every major region of the world and from all sectors of the satellite industry), ING, Barclays Capital, ManSat, QuetzSat, Ciel Satellite, O3b Networks, Elseco, Marsh, Aon-ISB, SES, Intelsat, Eutelsat and Avanti Communications, among others, have each expressed their concerns about the revised preliminary draft Protocol and its effect on space commerce.